

**Comité Départemental de Sortie de
Crise du 11 janvier 2022**

**Point sur la situation économique et
financière des entreprises d'Occitanie**

Stéphane LATOUCHE, Directeur Régional

11 JANVIER 2022

LE REBOND MARQUÉ DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI PERMET À LA FRANCE DE RETROUVER SA TRAJECTOIRE PRÉ-COVID

	2020	2021	2022	2023	2024
PIB réel	-8,0	6,7	3,6	2,3	1,4
Inflation - IPCH moyenne	0,5	2,1	2,5	1,5	1,6
Création nettes d'emplois (milliers)	-268	436	221	71	67
Taux de chômage	8,0	8,0	7,9	7,8	7,7

- **Revenu des ménages préservé pendant la crise** avec un surplus d'épargne financière de 170 mds fin 2021 qui soutiendrait la croissance (25% utilisé en 2022-23, consommation des ménages en hausse de 4,6% en 2021 et 6,1% en 2022)
- **L'investissement des entreprises a bien résisté** (+11,7% en 2021, +2,4% en 2022) et reste soutenu par une situation financière favorable
- **Marché du travail résilient** : l'emploi salarié privé a dépassé son niveau pré-crise au 2^e trimestre. Les hausses de salaires en partie « compensées » par les gains de productivité
- **L'aléa des difficultés d'approvisionnement et de recrutement semble atteindre un pallier**

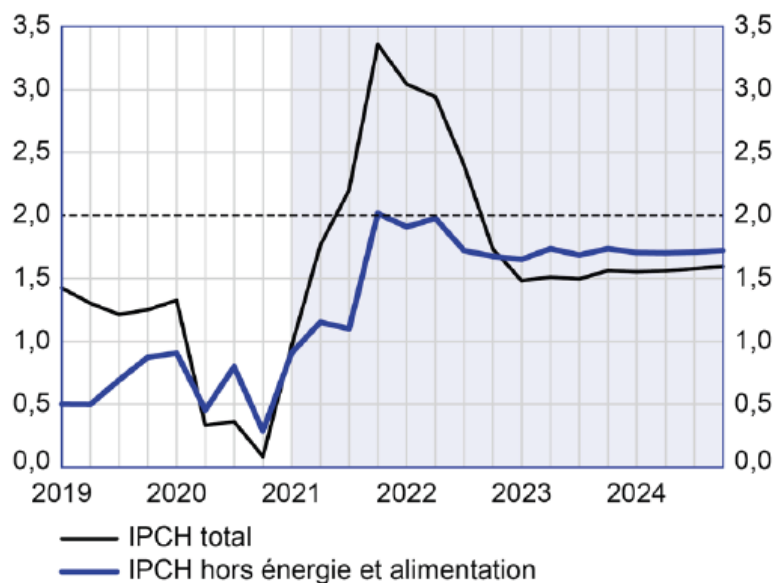
L'INFLATION EST PROCHE DE SON PIC ET DEVRAIT SE RAPPROCHER EN FIN D'ANNÉE DE LA CIBLE DE 2%

Un **pic temporaire**, effet « base » et prix énergie en hausse de +21,6% en novembre contre +0,4% pour les prix alimentaire, +0,8% prix industriels et +1,9% prix des services

Une **stabilisation** est observée en décembre ainsi qu'une détente sur le marché de l'énergie

Retour attendu sous les 2% en fin d'année avec adaptation en conséquence de la politique monétaire

Projection d'inflation IPCH
et IPCH hors énergie et alimentation en France
(glissement annuel des séries trimestrielles, en %)



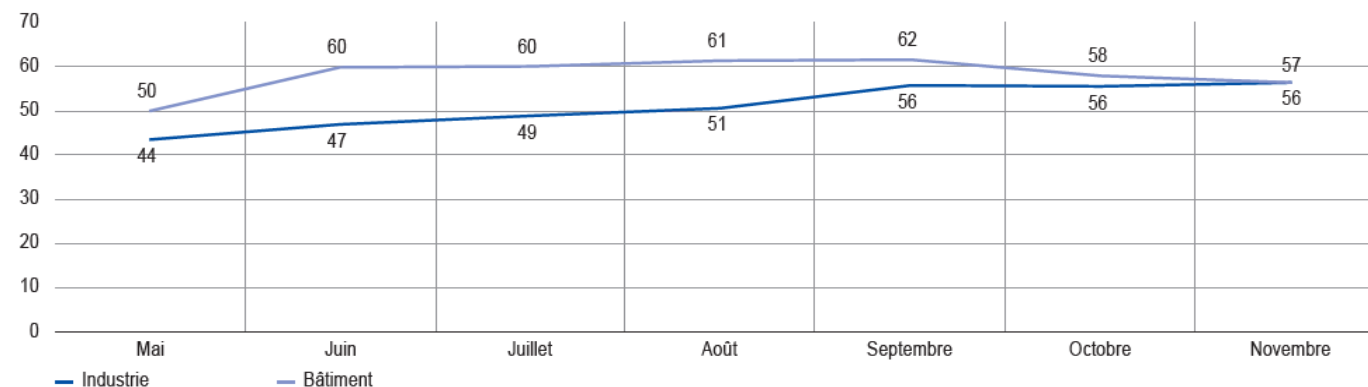
source : projection BdF de décembre 2021 ; Eurostat
(données provisoires pour Novembre)



LÉGÈRE DÉCRUE DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ET DE RECRUTEMENT

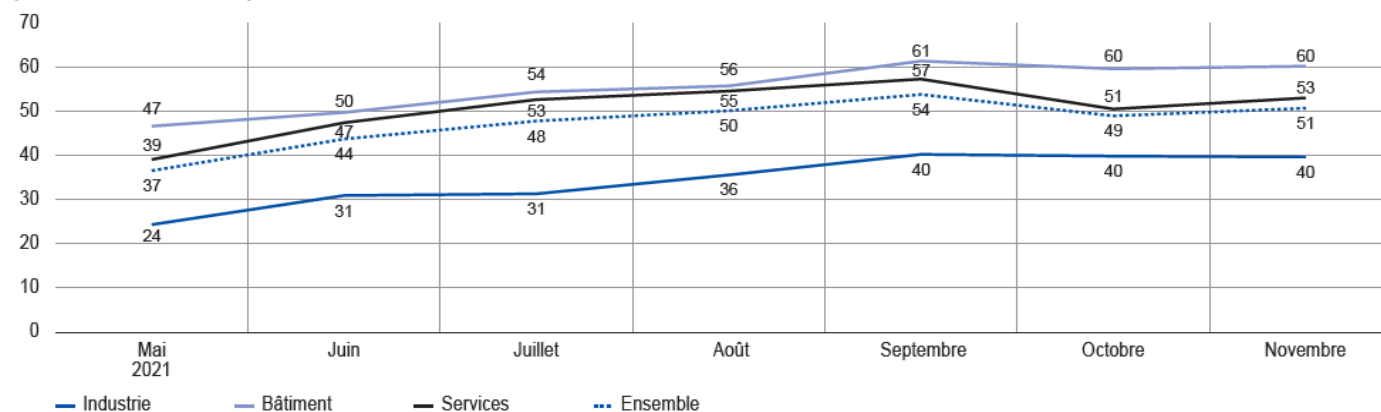
Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

(en%, données brutes)



Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en%, données brutes)



Source : Enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France, données collectées du 26 novembre au 3 décembre 2021

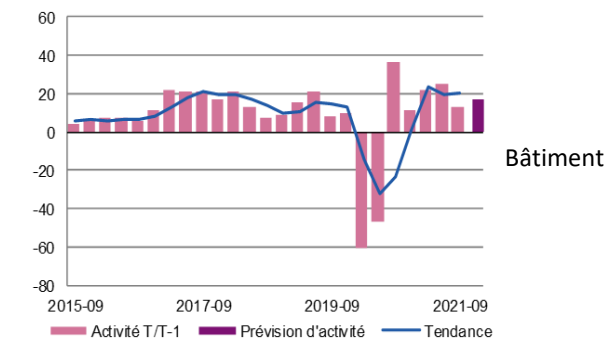
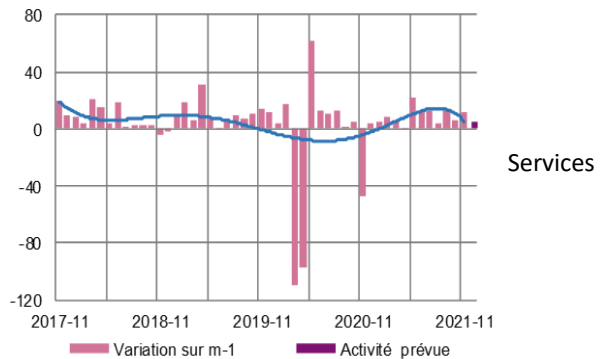
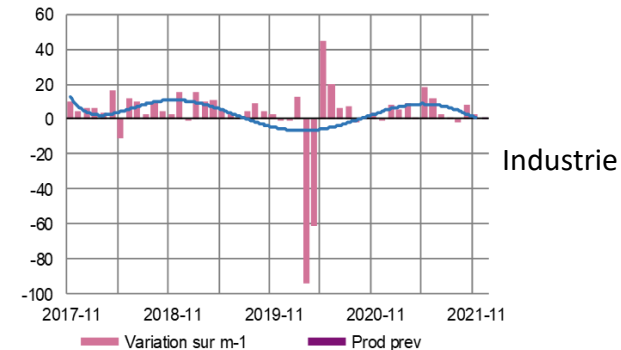
LA RÉGION OCCITANIE EN LÉGER RETRAIT DU REBOND NATIONAL

La **production industrielle** marque le pas en fin d'année.

Les **services marchands** font preuve d'un fort dynamisme dans toutes les composantes

Après le fort rebond de l'été, le **commerce de détail** marque une pause en fin d'année

Bonne tenue du **bâtiment**, perspectives moins porteuses pour le TP



LES ENTREPRISES OCCITANES ONT GLOBALEMENT BIEN TRAVERSÉ LA CRISE

- **Les chefs d'entreprise jugent favorablement leur situation de trésorerie dans leur ensemble**
- **Aucun indicateur BDF ne permet d'identifier de tensions particulières** : 431 médiations du crédit sur l'année (1300 en 2020), incidents sur effets de commerce en retrait sensible, taux de défaut sur crédit stable ...
- **Performances opérationnelles préservées dans l'ensemble** : 50% des entreprises ont vu leur RN progresser en 2020, contre 47% au niveau national et 47% en 2019 :
 - avec de très fortes disparités sectorielles d'une proportion de 30% pour le secteur des arts et spectacles à 57% dans le commerce
 - des performances plus favorables en région OCC. qu'au niveau national pour de nombreux secteurs dont commerce, santé et social, industrie, bâtiment, information et communication ...
- **Les entreprises occitanes ont globalement préservé leur capacité de remboursement** :
 - 60% des entreprises ont augmenté leur endettement (FR 61%)
 - 48% des entreprises ont augmenté leur endettement et leur trésorerie (FR 47%)
 - 12% ont augmenté leur endettement et baissé leur trésorerie (FR 14%)
- **Le dynamique de crédit reste soutenue : octobre 2021 en glissement annuel +5,1% en OCC. contre +2,8% FR**

ACTUALITÉS : PRETS GARANTIS PAR L'ETAT (PGE)

- Rappel :
 - FR 700,000 entreprises pour 143Mds€ à 88% pour TPE
 - **OCCITANIE : 69.750 entreprises bénéficiaires pour 10,0Mds€**
 - Les entreprises optent en grande majorité pour un amortissement sur 5 ans. Seules 8% des entreprises ont intégralement remboursé leur PGE

- Un **nouvel accord de place en cours de finalisation ouvre la possibilité de restructurations des PGE** dans le cadre de la médiation du crédit aux entreprises. A ce stade :
 - Aucune restructuration automatique mais analyse au cas par cas avec des justifications qui seront demandées à l'entreprise pour démontrer leur capacité à assurer les remboursements et leur capacité à le faire sur la durée réaménagée
 - Cette restructuration des PGE -via la médiation - aura des conséquences pour les entreprises puisque tout report d'échéances fera basculer les crédits aux entreprises considérées dans les prêts restructurés –avec une déclaration en défaut- pour toute la durée réaménagée avec comme conséquence des probables restrictions d'octroi de nouveaux crédits